L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 10 AOUT 1859.

Imprimé et publié par
Cie F. WEISSE & Co.
TRES PROPRIETAIRES
G. P. WEISSE. H. DUPOUY.
E. DUVERGER. S. MARET.
Rue de Chartres, No 83, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS
MERCREDI MATIN, 10 AOUT.

Abonnés à la semaine.

Les porteurs de l'Abeille sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 cents pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Vente à l'encan de ce jour.

Par J Scrapure, constable, No 7 maison Poitalba —Meubles.
Par J Delarse—Le fond d'un magasin de groceries situé rue des Remparts No 215, en face de Nouveau Bassin.
Par R Bayles, 66 rue du Camp—Livres en blanc.

Bulletin de l'Extérieur.

Les arrivages d'Europe se succèdent rapidement; nous savons déjà bien nos journaux apportés par le *Persia*. Il vont jusqu'au 23 juillet pour l'Angleterre et jusqu'au 21 pour le continent.

Nous avons publié hier le texte de l'allocution adressée par l'Empereur Napoléon aux présidents des trois grands corps de l'Etat venus à Saint-Cloud pour saluer son retour et le féliciter des succès de la guerre.

"Ce discours, dit l'*Indépendance Belge*, donnera satisfaction à la fois aux sympathies populaires en faveur de l'Italie et aux dispositions de ceux qui avant la guerre étaient opposés à cette entreprise, parce qu'elle menaçait à leurs yeux les intérêts de la France et de l'empire. Il ne sera peut-être pas tout à fait aussi bien accueilli dans le monde des affaires. Celui-ci, au lieu d'explications sur le passé, aurait voulu des révélations sur l'avenir ou du moins sur les questions pendantes. Il convient de faire observer que les questions font l'objet des négociations à peine entamées et que de leur solution dépend le plus ou moins satisfaisant résultat final de la guerre. Il était donc difficile que l'Empereur entrât prématurément dans ces détails. Toutefois le silence qu'il a gardé à ce sujet, la vivacité que l'allocution met à faire ressortir les regrets de Napoléon III de n'avoir pu faire pour l'Italie plus qu'il n'a fait, autorisent l'espoir que, d'une part, l'Empereur serait heureux de pouvoir remettre à un Congrès le soin d'y demander les concessions obtenues par lui en faveur de l'Italie, et, d'autre part, que, du moins en ce qui concerne les duchés et la Toscane, la France s'abstiendrait désormais d'intervenir et de résoudre ainsi de ses propres mains, et contre le gré des populations, une partie de l'édifice détruit, sinon avec son concours, du moins avec son assentiment.

"On a remarqué aussi que l'Empereur n'a pas dit un mot du commerce ou de l'industrie pour consoler à la nation de rentrer ses travaux. Mais le discours, comme nous venons de le dire, ayant pour but et pour principal caractère d'exposer les motifs de la conclusion de la paix, l'omission, de la rigueur, n'a rien d'étonnant, et nous n'insions pas songé à la regretter, si quelques esprits inquiets, développant un thème déjà indiqué par eux au moment où les premiers arrangements convenus à Villafranca furent connus, s'étaient voulu conclure de cette omission une preuve que, dans un avenir prochain de nouveaux dangers menaceront l'Europe et que la paix actuelle ne sera qu'une halte dans la guerre. Nous ne pouvons, avec Napoléon l'Empereur a parlé, les avoir renfermés dans son discours, ainsi qu'un article du *Journal des Débats* dans lequel cette feuille reproche à l'Empereur d'avoir cédé aux méfiances à l'adresse de la France, qui contribuait à accréditer, dans une certaine mesure, ces regrettables impressions. Leur moindre tort est de rendre plus difficile encore, sans utilité aucune, les heureux effets qu'on pouvait se promettre du prompt achèvement de la campagne d'Italie.

Le discours de l'Empereur Napoléon a produit à Londres une impression non moins vive qu'à Paris. Ce qui a surtout frappé l'opinion publique, ce sont les considérations par lesquelles le souverain français a été déterminé à précipiter son œuvre, et ses sentiments de regret de n'avoir pu l'achever sans exposer gravement les intérêts de son pays. Mais aussi, comme à Paris, on a voulu conclure de ces regrets à une rancune contre l'Europe, et en particulier contre la Prusse et contre l'Angleterre, à un désir secret de ne pas laisser s'endormir l'esprit militaire de la France.

Le *Times*, dont l'hostilité à l'Empereur est bien connue, va fait l'organe de ces appréhensions, il avertit la Prusse de se tenir sur ses gardes, et il prévoit le moment où l'Angleterre elle-même sera obligée de demander à la France des explications sur les secrets sentiments de sa marine militaire. A ce point de vue l'article du *Times* est la contre partie la plus frappante et dans une certaine mesure la justification de l'article du *Journal des Débats*.

Le *Daily News* et le *Morning Post* s'accordent tous les deux de la question du Congrès, mais à des points de vue différents.

Le premier de ces journaux assure tenir de source certaine que l'empereur Napoléon désire la participation directe et immédiate de l'Angleterre au traité de paix, mais il est d'avis que deux des conditions préliminaires de l'arrangement de Villafranca s'opposent à cette participation, à savoir la transmission de populations italiennes à de nouveaux chefs et la reconstitution des territoires, parce que ces conditions l'Angleterre ne pourrait que les accepter ou les rejeter.

Le *Morning Post* considère toujours la tenue d'un Congrès pour le règlement des affaires de l'Italie comme indispensable, mais il est lui aussi d'avis que ce n'est qu'à la réunion d'une telle assemblée que les grandes difficultés vont commencer. Il faudra d'abord s'entendre sur l'admission de tous les Etats italiens, car le Congrès ne peut traiter l'Italie en pays conquis. Ensuite, seulement des Etats en eux-mêmes, dit l'organe de lord Palmerston, devra être donné à tout prétendu qui intéresse leurs possessions et leurs libertés; or, quelle garantie avons-nous qu'un tel consentement?

Le *Post* ne serait pas disposé non plus à croire que le roi de Sardaigne veuille soumettre son autorité indépendante à celle d'une Confédération au sein de laquelle, d'ailleurs, Naples et l'Autriche lui disputeront la présidence.

De là des difficultés qui paraissent très-graves au *Post*, et qui lui font demander que les bases mêmes du traité de Villafranca fassent l'objet de l'étude des cinq puissances. "Dans ce cas, dit-il, il sera possible de faire encore beaucoup pour remplir le but de la guerre, c'est-à-dire pour la libération des Italiens."

On assure, dit le *Nord*, que le gouvernement anglais, par un revirement subit de sa politique, insiste aujourd'hui pour que le règlement définitif de la paix soit fait en commun par les cinq grandes puissances. Le gouvernement français serait disposé à y consentir, mais le cabinet de Vienne fait à cette prétention une accueil moins favorable.

Une lettre de Bologne renferme d'intéressantes nouvelles au sujet de la situation de cette ville et des Légations le lendemain du rappel de M. d'Azeglio. Cet homme d'Etat n'a eu que le temps entre son arrivée et son rappel de constituer un gouvernement qui fonctionne encore et de remettre ses pouvoirs militaires à un colonel ardé investi par lui des fonctions de ministre de la guerre. Par les ordres de ces diverses autorités les troupes bolonaises et toscanes amenées par le général Mezzacappo se sont dirigées vers Rimini, où l'on s'attendait à une rencontre avec les troupes papales. On sait que dans cette partie de l'Italie l'état des choses est tel que la France elle-même, dans l'intérêt de sa dignité, doit désirer qu'un Congrès européen accepte la responsabilité de régler toutes les difficultés de la situation.

D'après ce que certains correspondants écrivent de Paris, l'empereur Napoléon, à Villafranca, n'aurait consenti au rétablissement des ducs de Toscane et de Modène que sur les très vives instances de l'empereur d'Autriche et en réservant l'assentiment du roi de Sardaigne.

Le ministère arrêté est reconstitué. L'élément lombard y est largement représenté; mais, dans les circonstances présentes, le ministère n'en a pas moins appelé qu'à préparer et organiser la fusion du Piémont et de la Lombardie, pour faire place après ce travail de réorganisation à un ministère plus homogène et issu d'une situation moins exceptionnelle.

La polémique entre les organes de la presse autrichienne et de la presse prussienne devient de plus en plus vive. Il est vrai que le manifeste de l'empereur François-Joseph, en accusant directement la Prusse d'avoir abandonné à l'heure du danger son allié naturel, a donné libre carrière aux récriminations. La *Gazette Prussienne* a publié un article semi-officiel, qui réfute avec beaucoup de vivacité cette assertion et répète de nouveau cet argument que l'Autriche ayant entraîné la guerre malgré les avertissements de la Prusse, et pour des intérêts particuliers que la totalité ministérielle qualifie très-sévèrement, n'avait aucun droit à l'appui de ses alliés et *confédérés*.

NOTRE FEUILLETON.

Le désir de publier tout au long les nouvelles et importantes que nous recevons d'Europe, ainsi que les détails pleins d'intérêt que nous fournissent les journaux français et anglais, nous force, à notre grand regret, d'interrompre parfois le feuilleton. Nous en reprendrons demain la publication.

Hotel Allain.—On verra aux annonces que l'Hôtel Allain, ouvert à la place St Louis, offre de prendre des pensionnaires à des prix extrêmement modérés. On y est très bien traité et la table est excellente.

Dépêches Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Arrivée du steamer Hammonia.

LA CONFÉDERATION ITALIENNE.

New-York, 9 août.—Le steamship *Hammonia* est entré ce soir en notre port: il apporte des nouvelles de Liverpool du 27 courant. Ces nouvelles ont été anticipées par l'arrivée du *Nova Scotian*.

Les propositions soumises par le comte Walewski, ministre des affaires étrangères de France, pour le règlement de la Confédération italienne, portent que les Grands-Ducs de Toscane et de Modène pourront rentrer dans leurs duchés à la condition qu'ils garantiront une amnistie générale pour les délits politiques, et s'engageront à faire des réformes salutaires dans l'intérieur de leur gouvernement.

La royauté vénétien devra faire partie de la Confédération, mais sera soumis à la couronne d'Autriche.

SINISTRE EN MER.

VINGT PERSONNES NOYÉES!

New-York, 9 août.—Des avis reçus par l'*Hammonia* disent que le navire *Acarna*, allant de Calcutta à Liverpool, s'est perdu en mer, et que 20 personnes, (passagers et de l'équipage) se sont noyées.

LOI CONTRE LA TRAITE DES NÈGRES.

Washington, 9 août.—Les contradictions qui régnent dans les lois de 1818 et celles adoptées par le Congrès en 1820, au sujet de la traite des nègres, sont telles que cette question sera soumise à la décision de la Cour Suprême des Etats-Unis.

Les premières lois infligent une amende et un emprisonnement aux contrevenants, tandis que les dernières portent peine de mort à toute personne aidant ou encourageant l'importation de nègres africains dans les Etats-Unis.

LE CHEMIN DE FER DE L'ERIE.

New-York, 9 août.—La Cour Suprême de cet Etat a accordé la demande faite de pouvoir nommer un receveur pour la compagnie du chemin de fer de l'Erie.

Opinion de Douglas sur la naturalisation et l'esclavage.

Washington, 8 août.—Le sénateur Douglas a adressé à M. John L. Peyton, de Stanton, Virginie, une lettre dans laquelle il déclare que le gouvernement ne doit faire aucune distinction dans la protection qu'il accorde aux citoyens nés aux Etats-Unis et à ceux nés à l'étranger et naturalisés Américains.

M. Douglas déclare en même temps qu'il est opposé au rétablissement du trafic des Africains, parce que l'abrogation de la traite a été un des compromis qui ont amené l'adoption de la Constitution des Etats-Unis.

Grand cœur aux mines de Pike's Peak.

Leavenworth, 8 août.—Des avis de Denver City annoncent qu'un grand trouble règne aux mines, par suite de la découverte de nouveaux et riches gisements aurifères près des sources du Colorado, lesquels promettent de donner beaucoup plus d'or que ceux de Pike's Peak. Des centaines d'aventuriers partent de Denver City pour les nouvelles mines. La fièvre a gagné toutes les classes de la population.

ACTES CHARGEMENT DE NÈGRES AFRICAINS.

Washington, 8 août.—Le marshal des Etats-Unis dit qu'un chargement de 600 Africains a été débarqué dans la Floride, près de Tyma, et que le feu a été mis ensuite au navire.

ELECTIONS DU TENNESSEE.

Nashville, 9 août.—Dans 13 comtés comprenant plus de la moitié du vote moyen de l'Etat, le parti démocrate a gagné 1600 suffrages, ce qui indique que la majorité démocratique sera réduite à environ 8,000 voix. L'opposition a élu son candidat pour le congrès dans le 1er et le 8me districts. Les démocrates auront une voix et probablement trois voix de majorité dans le sénat de l'Etat. Ils auront trois voix et peut-être cinq à la chambre des représentants. L'opposition se réjouit beaucoup de l'élection d'Ridridge au congrès dans le même district, et les démocrates commencent à craindre d'avoir diminué de moitié l'éclat de leur victoire.

Marchés Américains.

New-York, 8 août.—200 balles de coton vendues aujourd'hui aux cotes précédentes. Farine à la baisse. Vente de ce jour 5,000 barrels à $4 80@$4 75 à superfin. Mais terme. 28,000 boisseaux vendus aujourd'hui de 76 à 79 cts le meld. Porc languissant: $14 25 à $14 50 à la clôture pour 1 Eastern prime. Lard en terme convenable, 6 1/2 c. Melasse calme, de 39 à 43 c.

Cincinnati, 8 août. Farine languissante; prix les moins. Avoine, 48 c. Whiskey languissant à 23 c.

Marché de New-York.

9 août.—Le marché au coton était languissant à la clôture. Les ventes de la journée ont été de 200 balles. La farine tendait à la baisse et les ventes ont été de 8,000 de 10 à 20 cents par baril. Il n'en est vendu 8,000 barrels dans la journée.

Le maïs était calme, et 14,000 boisseaux ont été vendus à 76 1/2 à 78 le meld, et 82 à jaune. La vente à ffêch de 1/4 cent, et la mélasse vaut 40 à 42.

Vicksburg, 9.—Les steamboats arrivants sont passés ici, descendant—John Walsh à 11 heures 1/2 ce matin; et Lucy Holcombe à 2 heures P. M.

Rivières et Bateaux.

St-Louis, 8 août.—Le fleuve a baissé de 8 pouces dans les dernières 48 heures: 9 pieds d'eau jusqu'au Caire.

Vicksburg, 9 août.—Le *Falls City* est descendu ce matin à 3 heures, le *Jessie K. Bell* à 4 et l'*Empire Parish* à 8 heures.

Théâtre d'Orléans.

La troupe du Théâtre d'Orléans est bientôt complète. Aux noms des artistes déjà engagés, et dont nous avons précédemment publié la liste, nous devons ajouter:

M. Philippe, fort premier ténor, qui vient de terminer en cette qualité un engagement à Rouen. C'est de l'avis unanime des journaux de théâtres, l'un des meilleurs chanteurs, l'une des plus complètes voix de ténor.

M. Page, répétiteur, premier violon.

Mlle Amélie Bataxe, soubrette, Déjazet.

Mme Philippe, seconde chanteuse, mère Dugazon.

On peut dès à présent juger, par la composition de sa troupe, que M. Placide Canonge tiendra les promesses qu'il a faite avant son départ. Notre scène française de la rue d'Orléans conservera le haut rang qu'elle a toujours occupé. Le Grand-Opéra, l'Opéra-Comique, le Ballet, le Drame, la Comédie, le Vaudeville y seront dignement interprétés.

Meubles.—M. Derbeville à transporté son magasin de meubles du coin Royale et Toulouse au coin des rues Royale et Bienville. On trouvera constamment chez lui un vaste assortiment de meubles neufs d'un goût irréprochable, ainsi que des meubles de seconde main. M. Derbeville se charge également de réparations en tout genre. Voir aux annonces.

CHRONIQUE LOCALE.

Ecoles publiques du Deuxième District.—La Direction des Ecoles Publiques du Deuxième District, s'est réunie hier soir. Le budget de 1859—60 a été soumis; il est comme suit:

Entre les mains du trésorier		$80 60
Balance sur le Pay roll de juillet 1859		1571 76
Allocation pour les Ecoles		48,442 00
Total:		$70,074 36
Loyer des maisons d'Ec.	$5,255 00	
Réparations " "	5,290 00	
Dépenses casuelles	3,329 35	
Charbon pour l'année	600 00	
Livres et fournitures de bureau	3,000 00	
Assurances de maisons	500 00	
Autres frais	500 00	
		$18,474 36
		$51,600 00

Le salaire du Surintendant, des professeurs et autres officiers ont été fixé comme suit:

Surintendant, par an	$2,400
Secrétaire de la Direction	1,600
Bergers à armes	720
Principal de l'Ecole des garçons	1,500
Assistant en français	1,200
Assistant dans les classes mixtes	1,200
Principale de l'Ecole Supérieure des demoiselles	1,200
1re assistante de l'éc. sup. des dem.	1,020
2e " " " " [franc.]	840
2e " " " " [ang.]	840
4 Principaux des Ecoles de garçons, $1,080 chacun	4,320
4 1ers assist. de l'Ec. de garç. $720	2,880
8 2es " " " " 540	4,320
6 Principales " " de demois. 960	5,760
6 1ères assist. " " de " 660	3,960
10 2es " " " " 540	5,400
24 3es " " " " 420	10,080
11 portiers pour toutes les écoles	2,420
	$51,600

Les recorders—John Cotsick et Moreno Marks, accusés de tentative de vol au préjudice d'un passager, ont été condamnés chacun, par le recorder Summers, à 48 piastres d'amende ou trente jours de prison.

John Nolan a dû acquitter une amende de dix piastres pour avoir mis à la porte sa femme et ses enfants.

Maria Hardenstein a'est plainte de Caroline Prosser qui, dit-elle, l'a battonnée.

Henry Dexter, individu suspect, a été envoyé pour trois mois à la maison de travail.

Jean Marvon que J. G. Bailey accusait de lui avoir volé sept piastres, a été envoyé, par le recorder Wiltz, devant la Première Cour de District.

Charles Bernard, accusé d'avoir insulté et battu Alex. Randolph, a été acquitté.

Mme Jones et d'autres qui demeurent près l'encaisseur Dauphine et Hôpital et que John Sylvine Charles accusait de l'avoir insulté, ont fourni un cautionnement pour répondre de leur bonne conduite.

Drs.—M. Bashet et M. Delpit se sont battus, hier, à l'épée, derrière Algier, et sont légèrement blessés.

Vol.—Un alambic en cuivre évalué à trois cents piastres et appartenant à M. Daniel Burke, a été volé, lundi soir, au coin des rues Julie et Commerce.

L'EMPEREUR A SAINT-CLOUD.

Le *Moniteur* rend compte en ces termes de la réception des grands corps de l'Etat par l'empereur:

L'empereur a reçu ce soir, au palais de Saint-Cloud, les grands corps de l'Etat.

Dès huit heures, un grand nombre de sénateurs, de députés et de conseillers d'Etat se pressaient dans les salons du Palais.

A huit heures et demie, l'empereur et l'impératrice sont entrés dans le salon de Mars. Un cri unanime de *Vive l'empereur! Vive l'impératrice!* a accueilli à plusieurs reprises Leurs Majestés. Elles étaient accompagnées des grandes officiers et officiers de service, ainsi que de la grande maîtresse et des Dames de service de S. M. l'impératrice.

S. Exc. M. Troplong, président du Sénat, a adressé à l'empereur les paroles suivantes:

"Sire,

"Si Votre Majesté, ne connaissant que la supériorité de ses armes, est laissé la guerre se poursuivre, l'opinion générale en France est peut-être en Europe, eut que rien n'eût pu arrêté sa marche irrésistible, et que Magenta et Solférino eussent été suivis de nouveaux trophées. Pourquoi donc l'empereur a-t-il voulu s'arrêter au faîte de la fortune?

"Votre Majesté l'a dit: c'est que l'intérêt français, qui avait commandé la guerre, conseillait aujourd'hui la paix, et qu'engager la lutte plus avant, d'était aller au delà de la cause légitime de notre intervention. Sire, la France a compris ce noble langage; elle y a reconnu votre dévouement pour elle, ainsi que votre haute prévoyance en face d'injustes jalousies et des prétentions désordonnées des passions révolutionnaires. Après vous avoir suivi avec orgueil sur le champ de bataille, elle vous approuve et vous admire dans cette modération héroïque qui n'appartient qu'aux grands caractères.

"Lorsque Scipion eut vaincu Annibal à Zama, il eut pu détruire Carthage. Il se le voulut pas, bien qu'il ne fît engagé à abaisser la puissance carthaginoise. Politique prudent autant qu'habile général, il savait que, souvent, d'est se perdre soi-même que de trop vouloir ses ennemis.

"Jouissons donc de cette paix glorieuse, fruit d'une guerre qui, en deux mois, a délivré le Piémont et arraché à la Lombardie à son puissant maître; félicitons-en l'empereur, en attendant que nos cris de triomphe accueillent le retour de nos soldats invincibles. La France en sera désormais plus libre dans son action extérieure, plus puissante par ses armes et plus respectée par la ferme sagesse de son gouvernement. Si la campagne d'Italie fait naître sur plus les grands jours du premier Empire, la paix de Villafranca lui est un sûr garant qu'elle n'en reverra que les prospérités."

Son Exc. M. le comte de Morny, président du Corps Législatif, a pris ensuite la parole en ces termes:

"Sire,

"En trois mois que de prodiges!

"Laisserez était déclarée, nous n'avions pas un homme en Italie. L'Autriche y possédait une armée nombreuse dans des positions formidables depuis longtemps étudiées; son influence, envahissante pesait sur tous les gouvernements italiens. Quelques jours après, cinq victoires successives venaient ajouter la plus glorieuse page à notre histoire militaire, et le but politique que vous vous étiez proposé était atteint.

"Mais la plus belle de toutes les victoires est celle que vous avez remportée sur vous-même. Dans l'entièreté du triomphe, vous vous êtes montré généreux ennemi autant qu'allié fidèle et sympathiques; entouré de soldats victorieux et ardents, vous n'avez songé qu'à épargner leur sang précieux; vous avez rendu à l'Italie la vraie liberté, en la délivrant du despotisme et en lui interdisant les procédés révolutionnaires; enfin, avec cette merveilleuse mesure qui vous caractérise, vous avez été aussi loin que l'exigeait l'honneur de la France, pas plus loin que ne le voulaient nos intérêts.

"Sire, votre absence a été pour le pays une épreuve que la noble attitude de l'impératrice lui a rendue facile, et qui lui a donné l'occasion de montrer sa confiance en vous et son attachement à votre dynastie.

"Je suis certain, Sire, en vous exprimant ces sentiments, d'être l'interprète du Corps-Législatif."

S. Exc. M. Baroche, président du Conseil d'Etat, s'est exprimé ainsi:

Sire,

"Votre Conseil d'Etat s'unit avec bonheur et avec l'énergie d'un attachement profond aux sentiments qui viennent d'être exprimés à Votre Majesté au nom du Sénat et du Corps-Législatif.

"Après avoir connu toute la France, comme l'Europe entière, admiré pendant une guerre si glorieuse l'habileté du grand capitaine et l'héroïsme de ses soldats, nous n'avons pas moins admiré, nous, votre conseil, plus encore la modération pleine de sagesse qui, au milieu même des succès, a su s'arrêter au moment où les intérêts comme les sentiments de la France pouvaient avoir à souffrir du caractère et des développements que la guerre paraissait devoir prendre.

"Bénissez Dieu qui vous ramène sain et sauf du milieu d'une nouvelle gloire, dans cette France dont vous êtes le sauveur et l'espoir, entre cette épouse auguste dont vous avez, pendant votre absence, éprouvé le ferme courage et la haute raison, et ce noble enfant qui apprend déjà à remercier le ciel des triomphes de son père!"

Ces discours ont été vivement applaudis.

Nous avons publié hier la réponse de l'Empereur.

Lettres de Paris.

On écrit de Paris, sous la date du 20 juillet:

On'a fait courir à Rome le bruit qu'une colonne française aurait débarqué à Rimini pour concourir à faire prévaloir les intentions dans les termes des traités. Ce bruit paraît inexact. Une correspondance lithographiée de Turin a annoncé, au contraire, et je la crois dans la vérité, que l'empereur Napoléon dans son entrevue du 15 avec le marquis Pepoli, l'a assuré qu'il n'y aurait pas d'intervention française dans les Légations, sauf de graves désordres. Je sais du reste que le général de Goyon allait faire partir des troupes de la garnison de Rome pour prêter main-forte à un mouvement insurrectionnel dans les Marches; cette supposition ne s'est pas réalisée.

La lutte entre l'influence française et le cardinal Antonelli est d'ailleurs flagrante et ne fait que de se dessiner davantage depuis la paix. Nouveau motif de ne pas croire actuellement à une action concertée entre les deux gouvernements.

On attend encore la réponse du Pape au sujet de la présidence honoraire de la Confédération. Quoique cela puisse paraître invraisemblable, il n'y avait pas eu d'entente préalable sur cette importante question.

L'Empereur a voulu surprendre son auguste allié comme toute l'Europe.

Quant à l'opposition supposée de Naples à la Confédération, on en trompe, et l'on gonfle ce le feu Roi lui même était entré dans cette idée comme plan de défense mutuelle. Il ne craignait qu'une chose, c'était de se voir enlever le premier rang par l'Autriche devant laquelle son amour-propre de souverain du royaume le plus peuplé de l'Italie ne s'oublie pas volontiers. Ce fut pour éluder ces questions de préséance qu'il offrit de déférer la présidence au Pape. L'Autriche refusa alors, et la négociation en resta là. Ce fait, généralement peu connu, est cependant affirmé par des personnes qui connaissent à fond les diplomaties de Ferdinand II. On ne doute donc pas que le ministère Filangieri ne conseille et ne décide l'adhésion de Ferdinand II au plan des deux Empereurs réconciliés.

A propos des Deux-Siciles, on assure que le régiment suisse les garnison à Palerme a manifesté des dispositions telles que pourraient douter de leur fidélité, si ces trois régiments de la même nation cantonnés à Naples. On se serait donc décidé à lui appliquer aussi la mesure d'éparpillement et de congédiement partiel, qui, par la force des choses, paraît devoir bientôt devenir un licenciement général. Ces troupes, irritées et démoralisées, ont perdu à la fois l'esprit de corps et la confiance du gouvernement, sans parler des rivalités que la présence exceptionnelle soulevait dans l'armée indigène.

Aujourd'hui cette hostilité se fait librement jour. Il faudra donc éviter, dans toute occasion importante, de mettre en contact ces éléments séparatistes et contraires. C'est le chef qui oblige un gouvernement à se jeter résolument dans les bras de ses nationaux.

Nous lisons dans une autre lettre portant, comme la précédente, la date du 20 juillet:

Le discours de l'Empereur aux grands corps de l'Etat est assurément un des actes les plus remarquables de cette phase de la question d'Italie qui, depuis six mois, a été remplie de tant d'événements inattendus et considérables.

L'empereur Napoléon n'a pas hésité à répudier dans ce discours toutes les ambitions que son pouvoir faire supposer; il a déclaré que la guerre isolée ne pourrait jamais être pour lui qu'une guerre dévorée par dans l'intérêt de l'indépendance de son pays. Cette déclaration, faite après une campagne qui n'a compté que des victoires et qui ne pouvait faire présager des revers, a une importance qui sera sentie dans toute l'Europe.

Elle rend à Napoléon III le caractère qui lui appartient réellement et qui en fait le successeur, non l'imitateur de son oncle.

Ce qui ajoute encore à l'importance de ce discours, c'est la franchise avec laquelle l'Empereur reconnaît qu'en se parlant au Mincio, il a dû s'imposer à lui-même un sacrifice douloureux. Il y a même dans son langage quelque chose de triste qui prouve combien il a voulu tenir parole quand la cause pour laquelle il vient de lutter a le plus de l'armée française. Cette tristesse digne et élevée impressionnera vivement les masses populaires où l'intérêt compte des sympathies qui naraient pu les rendre facilement injustes envers la paix.

Evidemment l'Empereur n'a pas obtenu tout ce qu'il désirait, et la modération même avec laquelle il le reconnaît est de nature à beaucoup incorner sa politique devant l'opinion.

Je ne crois pas autant de ce qui touche à l'Angleterre. Croyez bien que de ce côté la lutte, il y a longtemps, avec le système actuel, de grandes complications à craindre. Vous pouvez vous attendre dans un court délai peut-être à entendre, à un moment imprévu, tomber les foudres de l'Angleterre. Ce sera quelque lit quelques paroles dans le temps de cette adresse à l'ambassadeur d'Autriche, au premier de l'an et qui cet été a été si mal accueillie par l'Italie. Cette fois ces paroles seront à l'adresse de la Prusse ou de l'Angleterre.

Le guerre, telle est donc la perspective qui se dessine devant la France. Mais l'est-elle le mal une fois admis, la faire toujours? Ce discours de l'Empereur a ceci de particulier qu'il sépare entre la plus complète des publicités que lui-ont adressées les trois présidents des trois corps d'Etat, et la critique la plus vive des différentes parties de ce discours aux au sujet de la paix de Villafranca. L'Empereur s'a le courage de ne pas dire que la paix de Villafranca fut "une paix glorieuse", il ose que propositions l'Empereur François Joseph "spontanément en contrariée de modération qui ayant si mal à propos de l'Italie, il ne l'offre la paix, il fait cette alliance secrète peut être, pour attendre le jour favorable où il se tournera contre la Prusse ou contre l'Angleterre qui l'abandonnent? l'Autriche s'il lui convient, à l'heure ou, à coup sûr, elle comptait sur ces deux puissances.

Tel est le mystère inexplicable cause de ce dénouement imprévu de la question italienne, de cette trahison, de cette parole manquée à des programmes solennellement affichés et à quatre coins de l'Italie. Le Pape, l'Empereur, ce sont les deux hommes qui, sur ce point, ne sont pas marqué à l'avance. Il faut lui reconnaître une trop haute intelligence pour n'apercevoir que ce qu'il sente bien profondément qu'il ne l'avoue, le cette incomplet du dénouement de la question italienne; et il fait que le dessein médité et mûri par lui soit bien fortement enraciné dans son esprit pour qu'il ait accepté avec une telle audace la situation actuelle qui ne laisse pas que d'offrir de très grands dangers, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur.

En vous exposant cette théorie napoléonienne, je ne conclus pas qu'elle soit tout à fait sûre, surtout qu'elle ait entièrement du succès. Mais, en ou moins, il affirme de la puissance aient, pour les causes du triomphe